

LES GUERRES DE DEMAIN

PASCAL BONIFACE

LES GUERRES DE DEMAIN

ÉDITIONS DU SEUIL
27, rue Jacob, Paris VI^e

ISBN : 2-02-053413-4

© Éditions du Seuil, novembre 2001.

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

*À Adrien, Corentin et Maxime
en leur souhaitant de vivre
dans un monde sans guerres.*

Merci à Émilie Yabré, ainsi qu'à Marie-France Labbé et Amandine Fontaine pour avoir, dans les plus brefs délais, dactylographié ce texte. Didier Billion, Barthélemy Courmont, Valérie Niquet, Geneviève de Villemagne, Bastien Nivet et Bochra Kriout m'ont fourni des conseils aussi utiles que précieux.

Introduction

Les guerres vont-elles disparaître ?

Le 11 septembre 2001, le monde entier recevait un choc comme on en subit rarement. Des avions civils pris en otages par des terroristes s'étaient écrasés sur les deux tours jumelles du World Trade Center à New York conduisant à leur destruction totale, tandis qu'un autre s'abattait sur le Pentagone. On allait apprendre très rapidement qu'un quatrième avion aurait dû s'écraser sur la Maison-Blanche si les passagers du vol ne s'étaient révoltés.

Qu'est-ce qui, dans cet événement, créait le plus de stupeur ? La destruction du symbole du pouvoir économique américain et même mondial ? L'attaque sur le symbole du pouvoir militaire américain ? Le fait que les États-Unis, qui réalisent à eux seuls 40 % des dépenses militaires mondiales et que leur « hyperpuissance » semblait mettre à l'abri de toute menace, soient attaqués pour la première fois depuis 1812 sur le territoire continental ? Le fait que tout cela ait été montré en direct sur les écrans de télévision ?

Déjà, quelques commentateurs annonçaient le choc des civilisations, une guerre entre l'Islam et l'Occident, en agitant le spectre d'une Troisième Guerre mondiale.

L'histoire de l'humanité se confond largement avec l'histoire de la guerre. N'est-elle pas une suite ininterrompue de périodes de paix et de conflits ? Les espoirs de vivre dans un monde pacifique, débarrassé du fléau de la guerre et de ses cortèges d'horreurs, ont souvent été évoqués. Ils se sont chaque fois heurtés à la plus cruelle des désillusions.

En 1795, Kant publiait son projet de paix perpétuelle. Au XVIII^e siècle, certains n'hésitaient pas à prédire que le développement des relations commerciales entre États conduirait à la fin de la guerre en imposant naturellement « la paix par le commerce ». L'interdépendance économique devait empêcher tout nouveau conflit. Était-il raisonnable de combattre celui avec lequel on avait partie liée commercialement ?

Pourtant, avant 1914, l'Allemagne et la Grande-Bretagne étaient les principaux partenaires l'une de l'autre.

En 1914, H. G. Wells n'hésitait pas à écrire : « A l'aube du XX^e siècle, rien n'aurait pu être plus évident que la rapidité avec laquelle la guerre devenait impossible. »

La croyance était largement répandue selon laquelle la guerre était devenue irrationnelle du point de vue économique et que la liberté de commerce avait rendu inutile toute ambition d'extension territoriale. Ces prédictions optimistes allaient être démenties de la plus cruelle des manières.

Non seulement la guerre pouvait toujours éclater mais, de plus, elle s'étendait à l'échelle mondiale ! De nombreux soldats y partirent le cœur léger croyant voir, dans ce qui allait être une véritable boucherie (9 millions de morts), « la der des der », la dernière des guerres. Elle ne fut que la première des guerres mondiales. Car, si le constructeur automobile Henry Ford déclarait en 1928 : « Les gens devenaient beaucoup trop intelligents pour que puisse

jamais se reproduire une grande guerre », il y eut malheureusement une Seconde Guerre mondiale.

Après chacune d'entre elles, les grandes puissances ont essayé d'organiser la paix. La Société des Nations (SDN), créée en 1920, devait permettre l'établissement de la sécurité collective. Elle ne put remplir ce rôle.

Les États-Unis ne voulurent pas en faire partie pour ne pas être pris au piège des querelles européennes. L'URSS n'y fut pas acceptée pour des raisons politiques et elle ne la rejoindra que trop tardivement. Enfin, l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste foulèrent aux pieds les principes universels que voulait promouvoir la SDN. Celle-ci périt faute d'autorité pour faire accepter ses décisions.

Après la Seconde Guerre mondiale (49 millions de morts) fut créée l'Organisation des Nations unies. Elle a pour but de défendre la souveraineté des États, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la paix par le biais de la sécurité collective. Elle est le fruit de l'alliance, au cours de la guerre, des démocrates occidentaux et de l'URSS communiste afin de combattre le nazisme.

À sa création, elle unit donc les grandes puissances, et on pense qu'elle deviendra le gendarme du monde.

Là encore, l'espoir va être rapidement brisé. Très vite, l'alliance des vainqueurs se transforme en guerre froide. L'URSS d'un côté, les États-Unis de l'autre créent des alliances. Chacun craint l'autre, et le climat de méfiance nourrit l'hostilité réciproque. L'ONU est paralysée et ne peut imposer la paix, car chaque grande puissance possédant un droit de veto en joue si elle-même ou un de ses alliés est impliqué dans un conflit.

Paradoxalement, alors que le monde est divisé en deux camps violemment hostiles, tous les deux surarmés, il n'y aura pas de conflit entre eux, du fait de la dissuasion nucléaire, chacun ayant trop peur de l'escalade atomique.

Pour autant, qualifier la période postérieure à 1945 d'« après-guerre » est inexact. S'il n'y a pas eu de Troisième Guerre mondiale déclenchée par Moscou ou Washington – qui aurait simplifié la fin de l'humanité –, de nombreux conflits ont pourtant secoué la planète. Ils n'ont pas mis directement face à face les États-Unis et l'URSS, mais chaque pays concerné était un allié de l'un ou de l'autre. Des guerres ont aussi eu lieu entre alliés de chacune des superpuissances. Au cours de cette période, on dénombre tout de même 160 conflits, ayant fait 40 millions de morts.

Cependant, lorsque le mur de Berlin, symbole de la division Est/Ouest, est abattu dans la nuit du 9 au 10 novembre 1989, un vent d'optimisme souffle sur le monde. Le spectre, fût-il contenu, d'une guerre entre le monde communiste et le monde occidental s'estompe.

Même si elle n'avait jamais été mise à exécution, la menace soviétique avait été considérée pendant plus de quarante ans comme le principal danger pesant sur l'Europe et les États-Unis. Sa disparition libère d'un grand poids tous ces pays. Non seulement ils ne seront plus menacés directement, mais la rivalité soviéto-américaine n'alimentera plus désormais les nombreux conflits du tiers-monde.

Une fois encore, l'optimisme allait être de courte durée. À peine le clivage Est/Ouest disparaissait-il qu'une autre forme de guerre éclatait : celle qui allait opposer l'Irak au Koweït dans un premier temps, puis l'Irak à une vaste coalition internationale dans un second. La défaite rapide et totale de l'Irak dissipait les craintes. On évoquait un nouvel ordre international fait de paix et de liberté.

Pour la première fois, un conflit avait été réglé par l'ONU selon les règles de la sécurité collective. L'URSS,

bien qu'alliée de l'Irak, n'avait pas opposé son veto à la résolution appelant à l'usage de la force armée contre Bagdad. Même si les États-Unis ont fourni l'essentiel des forces militaires, la guerre du Golfe fut bien menée sous les auspices de l'ONU, les grandes puissances se mettant d'accord pour punir l'agresseur irakien.

Cela allait-il créer une nouvelle façon de régler les conflits ?

À la fin de la guerre du Golfe (janvier-mars 1991), le président américain George Bush proclamait l'avènement d'un « nouvel ordre mondial » où les Nations unies, libérées de l'impasse de la guerre froide, seraient en mesure de réaliser la vision historique de leurs fondateurs : un monde dans lequel la liberté et les droits de l'homme seraient respectés par toutes les nations.

Le 6 mars 1991, au Capitole, dans son discours sur la victoire dans le Golfe, George Bush s'est avancé plus encore : « Deux fois auparavant dans ce siècle, le monde entier a été traumatisé par la guerre. Deux fois au cours de ce siècle, l'espoir d'une paix durable est sorti des horreurs de la guerre. Deux fois auparavant, il est apparu que ces espoirs étaient un rêve lointain, hors de portée de l'homme [...]. Maintenant nous pouvons voir un nouveau monde venir sous nos yeux. »

Mais, pas plus qu'après les deux guerres mondiales, un ordre mondial d'où la guerre serait bannie, où les différends se régleraient de façon pacifique dans le respect de l'indépendance de chacun, où les peuples s'autodétermineraient librement et où une organisation mondiale ferait régner la loi internationale et la paix ne s'est imposé après la chute de l'URSS.

Cet espoir allait se briser sur les réalités de la guerre en ex-Yougoslavie, les guerres civiles en Afrique, ainsi que l'unilatéralisme américain qui rend les États-Unis peu désireux de coopérer avec les autres pays ou les institutions multilatérales.

Aux guerres opposant les États entre eux allait succéder une vague de conflits opposant ethnies et peuples différents. Les guerres internationales s'effaçaient au profit des guerres civiles, encore plus féroces et meurtrières. En quelques mois, celle du Rwanda fit entre 500 000 et 800 000 morts (la plupart à coups de machette).

L'implosion de l'URSS a démontré que le conflit Est/Ouest n'était pas la seule explication des guerres. La volonté américaine de ne pas voir de rival dominer l'Eurasie ne date pas de la révolution soviétique ; c'est une constante géopolitique. Tant que les États existeront – et auront donc des intérêts à défendre, des rivalités à surmonter –, le spectre de la guerre ne s'éloignera pas tout à fait. Mais, parallèlement, lorsque les États s'affaiblissent ou sont contestés, ils laissent la place à des guerres civiles ou inter-ethniques encore plus sanglantes. Il n'y a donc pas d'autre solution que de s'attaquer aux racines réelles du mal : injustice, absence de démocratie, inégalités, etc.

Les attentats du 11 septembre prouvent que l'invulnérabilité n'est plus de ce monde en ces temps de globalisation. La sécurité absolue n'existe pas, même pour les puissants, les riches et ceux dont les techniques sont développées.

En ces temps de mondialisation, il serait vain d'espérer qu'il puisse exister une oasis de paix dans ces nombreux conflits.

La guerre n'a malheureusement pas disparu du paysage. Elle ne sera pas combattue uniquement par des moyens militaires ou technologiques, mais avant tout par des moyens politiques.

J'ai voulu évoquer quelques conflits futurs éventuels, en plus de ceux que nous connaissons par l'actualité quotidienne et tragique (Afrique, Proche-Orient, etc.). Comprendre les racines des guerres de demain est certainement la meilleure façon de les prévenir.

Le terrorisme

Les tragiques attentats du World Trade Center et du Pentagone ont remis sur le devant de la scène la figure du terrorisme international. Avec près de 6 000 morts au cœur même de l'hyperpuissance américaine, de surcroît télévisé en direct, l'événement est spectaculaire et particulièrement choquant. C'est l'effet que recherchaient les auteurs de ces attentats. Mais si nous sommes entrés dans une phase nouvelle des relations internationales, c'est avant tout par la révélation de la vulnérabilité des États-Unis, insoupçonnée auparavant. Le terrorisme est, lui, un phénomène ancien.

La puissance militaire des pays occidentaux les met à l'abri des menaces de guerre contre leur indépendance ou pour leur conquête. Ils souffrent cependant d'une très grande vulnérabilité sur leur territoire même : celle d'attentats terroristes. Les dégâts matériels et humains provoqués par le terrorisme étaient considérés, jusqu'au 11 septembre 2001, comme relativement limités dans leur étendue, mais les attentats aux États-Unis ont montré qu'ils pouvaient prendre une ampleur considérable : tuer des milliers de personnes et frapper des cibles jugées à l'abri de toute menace. Comme ils l'ont prouvé, l'impact

psychologique du terrorisme est énorme. Il frappe aveuglément des populations civiles dans leur vie quotidienne là où elles se croyaient absolument protégées – grands magasins, bureaux, transports en commun – et reste à bien des égards, et malgré les services de renseignement, souvent imprévisible.

Qu'est-ce que le terrorisme ?

Le terrorisme est parfois un préalable, le plus souvent un substitut, à la guerre. Il représente une stratégie de pression exercée contre certains États. Le but n'est ni de les vaincre ni de les conquérir, mais de les amener à adopter tel ou tel comportement. Le terrorisme est avant tout l'arme des pauvres ou des faibles. Ceux qui ne peuvent s'attaquer frontalement à une grande puissance vont organiser des attentats sur son territoire ou contre ses intérêts dans le monde pour la faire plier.

Par exemple, la Syrie, mécontente de voir que la France garantissait l'intégrité territoriale du Liban, pays qu'elle convoitait dans les années 80 : comme elle n'avait pas les moyens de lui déclarer la guerre, elle organisera ou suscitera des attentats contre elle, soit par le biais des services, soit par celui de groupes qu'elle contrôle (assassinat de l'ambassadeur français au Liban, prise d'otages, attentats en France, etc.).

Plus récemment, le terrorisme s'est modernisé, en utilisant des moyens plus développés lui permettant d'être plus efficace. Il bénéficie de fonds importants, soit par diverses activités (blanchiment d'argent, trafics en tout genre...), soit par le soutien d'États qui financent certains attentats. C'est dans ce contexte qu'Oussama Ben Laden, milliardaire d'origine saoudienne, est devenu le nouveau

leader des activités terroristes liées à l'intégrisme islamique ; il dispose dans le monde entier de nombreux réseaux pouvant diffuser ses thèses par divers moyens.

Le terrorisme informatique est devenu, en quelques années à peine, une source d'inquiétudes majeures pour les responsables politiques et militaires occidentaux, notamment aux États-Unis. En mai 1998, le président Bill Clinton annonça la nomination d'un coordinateur national pour la sécurité, la protection des infrastructures et le contre-terrorisme. Selon lui, « nos ennemis ont étendu leurs champs de bataille de l'espace physique au cyberspace [...] si nous ne prenons pas les mesures qui s'imposent, les terroristes, criminels et régimes hostiles seront susceptibles d'envahir et de paralyser ces systèmes vitaux, de perturber l'activité commerciale, [...] de fragiliser notre capacité de réaction en période de crise ».

Le terrorisme, par son caractère spectaculaire, a pu être utilisé pour frapper les opinions dans l'espoir de populariser un combat (attentats arméniens contre les intérêts turcs, attentats palestiniens contre Israël). Cette voie se révèle être une impasse, car la condamnation des attentats vient vite discréditer les thèses que prétendent soutenir les terroristes.

Le terrorisme est donc une forme de communication ayant un excellent rapport coût-efficacité. Les terroristes savent qu'ils retiendront l'attention des médias, qui, en donnant de l'importance aux attentats et en augmentant ainsi les peurs qu'ils suscitent, vont renforcer leur efficacité.

Ainsi, pour l'opinion publique américaine, avant même les attentats du 11 septembre, la menace terroriste était au premier plan des dangers qui pesaient sur la sécurité des États-Unis. Pourtant, à cette époque, le terrorisme tuait chaque année moins d'Américains que la foudre ou les collisions de voitures avec des cervidés. On peut comprendre

qu'avec 6 000 morts en un seul jour, le terrorisme soit désormais la priorité absolue des pays occidentaux, États-Unis en tête.

Le terrorisme, qui peut être utilisé par toutes les causes (idéologies politiques, religions, luttes pour l'indépendance), obéit à certains cycles. De la fin du XIX^e siècle à 1914, les attentats étaient le fait d'anarchistes et de nihilistes. Entre les deux guerres mondiales, le terrorisme fut lié essentiellement aux turbulences dans les Balkans. Depuis 1966 et l'attaque d'un avion d'El-Al sur l'aéroport d'Athènes par un commando palestinien, le terrorisme est lié à la situation du Moyen-Orient (90 % des attentats d'origine étrangère commis en Europe).

Les États « sponsors » qui y ont participé sont les anciens pays de l'Est et, jusqu'à une date récente, la Syrie et l'Iran par Liban interposé, la Libye, l'Irak et le Yémen. Derrière les actions liées au fondamentalisme islamique se profile l'ombre du Pakistan, de l'Arabie Saoudite, de l'Iran, de la Syrie, du Soudan et, semble-t-il, de l'Afghanistan.

Définition du terrorisme international

Le département d'État américain a proposé une définition du terrorisme largement acceptée :

« Le terrorisme est un acte violent prémédité, commis à des fins politiques contre des cibles non combattantes (civils, personnels militaires non armés et/ou pas en service, attaques contre les personnels armés et les installations militaires sans être en situation d'hostilité militaire) par des groupes sous-nationaux ou des agents clandestins, et dont le but est généralement d'influencer une population ; l'expression du terrorisme international représente le terrorisme impliquant les citoyens ou le territoire de plus

d'un pays ; un groupe terroriste est tout groupe recourant ou ayant des sous-groupes significatifs recourant au terrorisme international. »

En France, le terrorisme a été défini, en 1991, comme « une entreprise délibérée tendant par l'intimidation ou la violence à renverser les institutions démocratiques ou à soustraire une partie du territoire national à l'autorité de l'État ».

Une forme extrême d'action

Cette forme extrême d'action « diplomatique », liée au conflit israélo-arabe, à la guerre civile libanaise et à la montée de l'intégrisme, est une stratégie indirecte destinée à faire pression sur les pays occidentaux, sans aller jusqu'au risque de guerre et en réduisant au minimum toute possibilité d'identification. Les groupes écrans terroristes furent ou sont formés dans certains pays – Pakistan, Sud-Liban, Libye, Iran – ou durant les guerres d'Afghanistan, du Liban, de Bosnie. Ils disposent, au-delà, de liens avec certains États, de logiques propres et peuvent passer des accords de groupe à groupe, ce qui complique le travail du contre-terrorisme.

Comment lutter contre le terrorisme ? L'utilisation de la force armée classique est inefficace puisque, par définition, le groupe terroriste n'a pas d'assise territoriale précise. Les actions militaires contre les États soupçonnés de les aider (bombardements sur la Libye en 1986 à la suite d'un attentat contre des soldats américains ; frappes aériennes au Soudan en 1988) ou contre des groupes terroristes (frappes de missiles de croisière en Afghanistan en 1998 contre un camp abritant le groupe d'Oussama Ben Laden) n'ont eu qu'un impact limité sur l'action terroriste.

Le renseignement humain, l'infiltration des réseaux offrent une réponse plus adaptée à la menace, mais cela nécessite à la fois des moyens importants et beaucoup de temps. En France, les attentats de 1995 ont été l'occasion de mettre en place des cellules antiterrorisme, impliquant des services de police et des juges spécialisés. Par ailleurs, le plan Vigipirate permet de mobiliser un nombre important de forces dans le cadre de la sécurité civile. De telles mesures pourraient être étendues à l'Union européenne, et d'autres États ciblés par le terrorisme pourraient en prendre exemple.

La solution au terrorisme est aussi politique. Le processus de paix au Proche-Orient, s'il aboutissait, pourrait supprimer l'une des principales causes du terrorisme.

Par un curieux retournement de l'histoire, les groupes combattants, qui ont été aidés par les États-Unis pour lutter contre l'URSS de 1979 à 1988 en Afghanistan, sont devenus le principal vivier de terroristes. Il se développe, par ailleurs, un terrorisme national, fait d'extrémistes, de sectes ou de déséquilibrés (attentats à l'arme chimique de la secte Aoun dans le métro de Tokyo en 1995 ; explosion d'un bâtiment officiel à Oklahoma City par des extrémistes de droite aux États-Unis en 1996).

De nombreux États travaillent sur l'hypothèse d'un terrorisme nucléaire (bombe A artisanale, stockage frauduleux de matières fissiles). Quelques pays ont pu poursuivre des programmes nucléaires secrets, mais au prix de contraintes financières et logistiques inaccessibles à des réseaux terroristes.

Le risque d'utilisation par des groupes terroristes – nationaux ou internationaux – d'armes chimiques ou biologiques pourrait s'avérer menaçant. Enfin, il faut noter que si les groupes terroristes peuvent coopérer ponctuellement entre eux, il n'y a pas une internationale terroriste struc-

Dictionnaire des relations internationales
Hatier, 1996

Géopolitique du football
Éditions Complexe, 1998

L'Europe, puissance du XXI^e siècle ?
IRIS édition, 1999

Les Relations extérieures de l'Union européenne
Commissariat au Plan, 1999

Morales et Relations internationales
PUF, 2000

Pascal Boniface dirige chaque année la publication de
L'Année stratégique

